

Colombie : demande de condamnation des crimes d'État sous le gouvernement d'Uribe



Bogota, 25 février (RHC) Le sénateur Iván Cepeda a exigé du président colombien, Iván Duque, la reconnaissance officielle des crimes d'État commis entre 2004 et 2008, sous le gouvernement d'Álvaro Uribe.

Dans une lettre ouverte à Duque, Cepeda a souligné que 'pendant la période 2002-2008, au moins six mille quatre cent deux personnes ont été tuées par l'armée et qu'elles ont été présentées comme des 'victimes au combat' sur tout le territoire national'.

Pendant six ans des gouvernements de l'ex-président et ex-sénateur Alvaro Uribe Vélez, tous les deux jours, un jeune a été enlevé de chez lui pour être manipulé, déguisé et vilement assassiné dans le cadre de cette stratégie, a-t-il souligné.

Cepeda est allé plus loin et a accusé Uribe, le mentor de Duque, d'avoir refusé arbitrairement de qualifier les crimes engageant la responsabilité officielle, d'avoir méconnu l'existence du conflit armé, et des liens établis entre les institutions de l'État et les structures paramilitaires.

De même, selon le sénateur du Pôle Démocratique Alternatif, Uribe a tenté d'éliminer de la mémoire collective le caractère systématique de toutes ces pratiques, a décoré et a envoyé à des postes diplomatiques des violateurs des droits de l'homme.

Il a également accusé Duque de répéter ces 'formules' aujourd'hui, puisque 'tout au long de son mandat, non seulement il n'a pas condamné les crimes d'Etat, mais il en a fait une infâme dispute statistique'.

Il convient de rappeler que l'administration de Duque a reconnu seulement 219 victimes de l'extermination devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, alors que d'autres entités du même État colombien ont reconnu des milliers de meurtres.

Cepeda a exigé la reconnaissance des massacres par le gouvernement, qui préfère utiliser le terme d'homicide collectif pour identifier ces massacres.

Le minimum que vous devriez faire, bien que les responsabilités qui peuvent découler de ces enquêtes incombent votre mentor politique (Uribe) c'est demander pardon aux victimes au nom de l'État colombien et cesser d'interférer dans le travail de la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP), a ajouté le politicien.

Il y a quelques jours, la JEP a signalé que les forces militaires colombiennes avaient abattu au moins 6402 civils entre 2002 et 2008 et les avaient présentés comme des victimes au combat.

Le chiffre de 'faux positifs', comme on les connaît en Colombie, est plus élevé que ce qui avait été reconnu dans le passé et montre que cette période, pendant laquelle Álvaro Uribe a gouverné, a connu à 78% du total de la victimisation historique, a assuré le rapport.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/248893-colombie-demande-de-condamnation-des-crimes-detat-sous-le-gouvernement-duribe>



Radio Habana Cuba